

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 15 janvier 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

4,5 Md USD

C'est le montant des exportations non pétrolières du Nigéria en 2023, d'après le Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC).

Nigéria :

La raffinerie Dangote entre en production après des années de retard ; La NNPC veut confier la gestion de la raffinerie de Port Harcourt à un opérateur privé ; Shell se retire des champs pétroliers terrestres du Nigéria à la suite d'une transaction d'un montant de 2,4 Md USD ; Le groupe Access Holdings finalise le rachat de Megatech.

Ghana :

Le Club de Paris et la Chine parviennent à un accord sur la restructuration de la dette bilatérale du Ghana ; Le GhIPSS s'associe avec Visa pour le traitement des transactions en cedi ghanéen.

La raffinerie Dangote entre en production après des années de retard

La raffinerie de pétrole Dangote au Nigeria a commencé à produire du diesel et du carburant d'aviation, a déclaré la société samedi dernier, après des années de retard dans la construction de l'usine (annoncée pour 2016 lors du lancement du projet en 2013). La raffinerie, plus grande d'Afrique, a été construite sur une péninsule à la périphérie de Lagos pour un coût de 20 Md USD (deux fois supérieur au coût initialement prévu) par l'homme le plus riche du continent, Aliko Dangote. Ce projet est financé sur fonds propres à hauteur de 7 Md USD et d'emprunts – les plus importants réalisés par un groupe privé de l'histoire du Nigeria. La construction en a été pilotée par Engineers India (en EPC) et implique également des entreprises chinoises pour partie.

La raffinerie, la plus grande à train unique au monde, couvre 2 635 ha au sein de la zone franche de Lekki (à 60 km à l'Est de Lagos). Elle sera alimentée par la plus grande infrastructure d'oléoducs sous-marins au monde (1 100 km), et s'inscrit dans un projet global comprenant notamment un terminal maritime pétrolier et l'usine pétrochimique du groupe, inaugurée en mars 2022.

Avec 650 000 bpj, la raffinerie doit accroître de 150 % la capacité actuelle du pays, du reste peu utilisée : si les quatre raffineries publiques du pays affichent une capacité théorique de 445 000 bpj (la 4^{ème} du continent après l'Egypte, l'Algérie et la Lybie), ces installations obsolètes, construites en 1965 et 1989, sont quasiment à l'arrêt (production totale de 5 000 bpj en 2021). Le Nigéria importe ainsi 90 à 95 % de sa consommation de produits raffinés (23,6 Md USD en 2022, soit 40 % des importations totales du pays), contre 20 % en moyenne pour les autres membres de l'OPEC.

Selon les experts, il faudra toutefois des mois pour passer des essais à la production de carburants de haute qualité à pleine capacité. Dangote a déclaré qu'elle commencerait par raffiner 350 000 bpj, en espérant passer à la pleine production (650 000 bpj) plus tard dans l'année ; le FMI, dans son rapport annuel au titre de l'article IV publié en février 2023, prévoit une montée en régime progressive, avec 100 000 bpj en 2024, 200 000 en 2025 et 300 000 en 2026 et 2027. Difficile par ailleurs à ce stade de savoir quelles parts de la production seront effectivement destinées au marché local et à l'exportation.

La contribution d'entreprises françaises à ce projet a été faible mais il convient de noter la participation de Schneider Electric pour la fourniture de solutions d'automatisation et d'Air Liquide pour des compresseurs d'unités SMR.

Enfin, le secteur de la raffinerie au Nigeria connaîtra d'autres développements lorsqu'entrera en service, pas avant 2025-2026, le projet en cours de construction dans l'Etat d'Akwa Ibom du milliardaire Abdul Samad Rabiou. Plus modeste que celui d'Aliko Dangote (250 000 bpj), son projet est conçu selon des

standards en revanche plus rigoureux en matière environnementale et industrielle (Euro 5), sous le contrôle de l'ingénierie française Axens, candidat malheureux sur le projet de Dangote, qui en a obtenu en 2020 le contrat de licences.

La NNPC veut confier la gestion de la raffinerie de Port Harcourt à un opérateur privé

[La Société nationale nigériane du pétrole \(NNPC Ltd\) a annoncé lundi qu'elle cherche un opérateur privé pour assurer la gestion de la raffinerie de pétrole de Port Harcourt](#), située dans le delta du Niger et dont les travaux de réhabilitation sont en cours. La NNPC souhaite collaborer avec une société d'exploitation et de maintenance (O&M) réputée et crédible. Ne peuvent soumissionner à l'appel d'offres que les compagnies réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 2 Md USD depuis 2019, disposant d'une notation de crédit à jour et se prévalant d'une expérience avérée dans la gestion de raffineries. Le choix de la NNPC de confier la gestion de la raffinerie de Port Harcourt à un opérateur jouissant d'une telle expertise est motivé par son objectif de garantir la fiabilité et la durabilité de l'installation, et de répondre ainsi aux exigences du pays en matière d'approvisionnement en carburant et de sécurité énergétique. **La date limite de dépôt des candidatures par les soumissionnaires est fixée au 26 février, à midi.**

La raffinerie de Port Harcourt fonctionne depuis 1965 dans la région pétrolifère du delta du Niger. Le Gouvernement avait approuvé un budget de 1,5 Md USD pour la rénovation et la modernisation du complexe de raffinerie en mars 2021. Selon Femi Soneye, le porte-parole de la NNPC, la raffinerie devrait terminer ses essais ce mois-ci. Une fois opérationnalisée, l'installation réhabilitée devrait traiter initialement 60 000 bpj, avec pour objectif d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle de 210 000 bpj plus tard dans l'année.

Shell se retire des champs pétroliers terrestres du Nigéria à la suite d'une transaction d'un montant de 2,4 Md USD

[Shell a conclu un accord pour vendre sa filiale nigériane onshore The Shell Petroleum Development Company of Nigeria Ltd \(SPDC\) pour un montant de 2,4 Md USD](#). Les actifs vendus concernent des sites de production terrestres qui, agrégés, produisent environ 95 000 bpj, en faisant ainsi une des ventes les plus importantes de Shell au Nigéria. Les actifs sont revendus au consortium Renaissance Oil, qui comprend plusieurs filiales telles que ND Western, Aradel Energy, First E&P, Waltersmith et Petrolin.

La vente de ces actifs s'inscrit dans une tendance générale de cession des sites de production terrestres par les entreprises pétrolières internationales (IOCs) à des compagnies nigérianes depuis une dizaine d'années. En effet, les infrastructures pétrolières à terre et en eau peu profonde étant plus particulièrement frappées par les actes de piraterie et de détournement, les IOCs se concentrent

dorénavant sur les projets pétroliers en eau profonde, moins soumis à ces phénomènes.

D'autres cessions d'actifs terrestres de compagnies pétrolières internationales sont attendues dans les prochaines années. Le nigérian Seplat est notamment en attente d'actifs terrestres d'ExxonMobil pour un montant de 1,3 Md USD, et Oando a obtenu un prêt de 800 M USD pour acquérir les quatre blocs terrestres de Nigerian Agip Oil Company - Eni.

Le groupe Access Holdings finalise le rachat de Megatech

Le 15 janvier, [le groupe Access Holdings Plc a officiellement conclu le processus d'acquisition de Megatech Insurance Brokers Limited](#), une société de courtage d'assurance établie au Nigeria en 2002 et agréée par la Commission nationale des assurances du pays. Megatech vient renforcer l'activité du groupe sur ce marché déjà caractérisé au Nigéria par une forte concentration, avec plus de 400 courtiers œuvrant à la commercialisation de produits d'assurance. Cette annonce intervient peu de temps après [la finalisation de l'acquisition d'African Banking Corporation Zambia Limited, opérant sous le nom d'Atlas Mara Zambia, par Access Bank Zambia Limited](#). Une fois la fusion achevée, les entités combinées deviendront l'une des cinq premières banques de Zambie en termes de revenus, consolidant la position d'Access Holdings sur le marché financier régional.

Ghana

Le Club de Paris et la Chine parviennent à un accord sur la restructuration de la dette bilatérale du Ghana

[Sous l'égide du Club de Paris, le Comité des créanciers officiels \(OCC\) du Ghana s'est réuni le 8 janvier et est parvenu à conclure un accord de principe sur la restructuration de la dette bilatérale du Ghana.](#) C'est une étape importante dans les efforts déployés pour restructurer la dette extérieure du pays, dont 8 % de dette bilatérale souveraine (5,4 Md USD). Les termes du traitement de la dette doivent désormais être formalisés dans un protocole d'accord entre le gouvernement ghanéen et les créanciers officiels.

Cet accord intervient huit mois après l'approbation par le Conseil d'administration (CA) du FMI d'une Facilité élargie de crédit visant à rétablir la viabilité de la dette du Ghana sur trois ans et trois mois après la conclusion par le FMI de sa première revue de programme.

Consécutivement à cet accord, le CA du FMI se réunira le 19 janvier 2024 pour valider le décaissement de la deuxième tranche de 600 M USD, après celle d'un montant équivalent versée au Ghana en mai 2023.

En parallèle, le CA de la Banque mondiale se réunira d'ici fin janvier pour valider sa première tranche de soutien budgétaire de 300 M USD.

Après la restructuration de la dette domestique achevée en septembre et celle de la dette bilatérale en cours, le gouvernement ghanéen doit désormais trouver un accord sur le traitement de son importante dette privée, estimée à 15 Md USD.

Le GhIPSS s'associe avec Visa pour le traitement des transactions en cedi ghanéen

Le Ghana Interbank Payment and Settlement Systems Limited (GhIPSS), fournisseur d'infrastructures nationales de systèmes de paiement au Ghana, a annoncé un partenariat avec Visa, leader mondial des paiements numériques. Cette collaboration permettra à GhIPSS d'intégrer la technologie de traitement de paiement de Visa et de traiter les transactions domestiques libellées en cedis ghanéens avec les cartes Visa émises au Ghana.

Actuellement, malgré des transactions en cedis, les banques paient leurs prestataires en devises étrangères. Le partenariat, prévu en mai 2024, vise à augmenter le volume des transactions et réduire les frais associés aux conversions de devises étrangères lors des transactions locales, et donc réduire les frais de transactions pour les clients.

Fondée en mai 2007, le GhIPSS est une filiale de la Banque du Ghana et gère les infrastructures de paiement des institutions bancaires et non bancaires au Ghana. Le marché des paiements numériques au Ghana devrait atteindre 7,1 Md USD en 2024 (environ 9,2 % du PIB) et 11,5 Md USD en 2027, principalement stimulé par les paiements mobiles aux points de vente (PoS), c'est-à-dire le paiement par smartphone (75 % de la valeur totale des transactions en 2024).

Le Ghana se distingue par une population largement connectée, avec un taux d'accès à Internet de 68 %, dépassant de 20 points la moyenne de 48 % observée en Afrique de l'Ouest.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja
martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr